



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 19 juin 2013

**LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE UN ACCORD SUR LA LOI DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
AUTOUR DES JEUX DANS LE NORD DE L'ETAT**

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo, les Co-Présidents de la Coalition de la Majorité au Sénat, Dean Skelos et Jeff Klein, et le Président de l'Assemblée, Sheldon Silver, ont annoncé un accord sur la Loi de développement économique autour des jeux dans le Nord de l'Etat, qui permettra la création de quatre centres de villégiature autour des jeux dans le Nord de l'Etat, stimulera le tourisme et le développement économique dans la région.

« L'accord d'aujourd'hui avec l'Assemblée permettra de créer des centres de villégiature autour des jeux de classe mondiale, afin d'attirer les touristes dans le Nord de l'Etat, générer une activité économique pour les commerces locaux et créer des milliers d'emplois bien rémunérés là où nous en avons le plus besoin », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Cette législation représente une étape majeure dans nos efforts pour capitaliser sur le développement économique et le potentiel du tourisme et mettre un terme à la tendance consistant à laisser les états voisins qui ont des jeux légalisés profiter des revenus qui devraient aller à nos écoles. » J'espère continuer à travailler avec mes collègues de l'Assemblée pour concrétiser ce plan de développement économique basé sur les jeux. »

Le Co-Président de la Coalition de la Majorité du Sénat, Dean G. Skelos, a déclaré : « Cet accord ouvre la voie pour réaliser un développement économique d'une importance capitale dans tout le Nord de l'Etat, et donnera un souffle nouveau à nos efforts pour redynamiser les communautés, investir dans les écoles et permettre un allègement des impôts fonciers à l'échelle de l'Etat. Je remercie le Gouverneur, le Président de l'Assemblée, et le Président de la commission du Sénat sur les courses, John Bonacic - qui a joué un rôle majeur dans la réalisation de cet accord - pour leur excellent travail. Ce plan, s'il est approuvé par les électeurs, bénéficiera grandement au Nord de l'Etat de New York et à toutes les régions de l'Etat. »

Le Co-Président de la Coalition de la Majorité au Sénat et leader Indépendant de la Conférence Démocratique, Jeffrey D. Klein, a déclaré : « Nous devons donner aux communautés du Nord et du Centre de l'Etat de New York toutes les possibilités de stimuler leurs économies locales et construire une stratégie de croissance à long terme. Si la population de l'Etat de New York convient qu'il s'agit d'une manière intelligente et juste de le faire, ces régions bénéficieront d'une opportunité des plus

French

prometteuses depuis des années. Surtout, ce plan offre une opportunité claire d'octroyer des centaines de millions de dollars de financement supplémentaire à nos écoles et nos enfants. Je suis heureux que cet accord établisse les critères sains, non politiques, de la sélection des centres de villégiature que l'Etat de New York mérite. Je félicite mes collègues pour être unis autour d'une proposition forte, qui contribue au développement économique, au financement de nos écoles et à l'allègement des impôts fonciers par dessus tout. »

Le Président de l'Assemblée, Sheldon Silver, a déclaré : « Le développement des jeux de casino a le potentiel de donner un coup de pouce à l'économie dans plusieurs régions du Nord de l'Etat, de créer de nouveaux emplois et d'accroître la viabilité de notre Etat en tant que destination touristique. D'autres Etats ont profité des avantages des jeux et maintenant les électeurs auront la possibilité de décider. »

Le Sénateur John Bonacic a déclaré : « Pendant cinquante ans, les Catskills ont cherché à travers le jeu une manière de développer notre économie basée sur le tourisme. Le projet de loi sur le jeu peut créer des milliers d'emplois dans le Nord de l'Etat. Les New Yorkais ont désormais un choix - garder nos revenus dans l'Etat pour créer des emplois, améliorer l'éducation, et offrir des expériences de divertissement dans des centres de villégiature ; ou aider le Connecticut, le New Jersey, et le Massachusetts. La décision appartient à la population. »

Le Président de la Commission sur les courses et paris et Député Gary Pretlow a déclaré : « Notre accord pour développer les casinos dans les Catskills, la Moitié Sud et la Région de la Capitale est bon pour l'économie locale, l'économie de l'Etat et la population de l'Etat de New York. Il mettra des centaines de New Yorkais au travail et permettra de renforcer l'Etat tout entier comme destination touristique pour la population de l'ensemble du pays. Je félicite mes collègues de l'Assemblée, le Gouverneur et le Sénat pour leur capacité à s'entendre pour que cette idée intéressante se réalise dans notre Etat. »

Le projet de loi comprend ces détails clés :

Emplacement des centres de villégiature :

- La législation autorise quatre centres de villégiature autour du jeu du Nord de l'Etat de New York à améliorer le développement du tourisme. Les centres de villégiature seront sélectionnés de manière compétitive sur la base de leur impact sur le développement économique.
- Les centres de villégiature autour du jeu sont autorisés dans trois régions de l'Etat : la région de la Vallée de l'Hudson-Catskill, la région du District de la Capitale-Saratoga, et la Moitié Sud Est. Une région peut avoir jusqu'à deux casinos si statué par le conseil des emplacements de l'Etat.
- Aucun centre de villégiature autour du jeu ne peut être autorisé à Westchester, Rockland, la Ville de New York, ou Long Island. Il y aura une période d'exclusivité de sept ans, pendant laquelle aucun autre centre de villégiature autour des jeux ne sera agréé par l'Etat.

Règlementation et sélection :

- La Commission de l'Etat sur le jeu supervisera la réglementation des centres de villégiature autour des jeux.
- La Commission sur le jeu nommera un conseil des emplacements composé de personnes avec une expertise en finances et développement, qui détermineront le montant minimum requis de dépenses d'immobilisations et de frais de licence pour un centre de villégiature autour des jeux candidat dans chaque région et effectuera les sélections.

- o Le taux d'imposition sur les machines à sous sera égal au taux d'imposition des établissements de jeu avec loteries vidéo dans chaque région, qui varie actuellement de 37% à 45% selon la région.

- o Le taux d'imposition sur les jeux de table sera de 10%.

- o Les paiements actuels à l'industrie hippique pour les dépenses et l'élevage seront maintenus.

- o Il n'y aura pas de centre de villégiature autour des jeux dans les régions aux accords tribaux d'exclusivité.

- Le Conseil devra évaluer les demandes des centres de villégiature autour des jeux sur la base de critères spécifiques : La décision sur l'emplacement d'un centre sera basée à 70 pour cent sur les facteurs d'activité économique et de développement du commerce ; 20 pour cent sur l'impact local et les facteurs d'emplacement ; et 10 pour cent sur les facteurs de main d'oeuvre.

- o Le soutien local à la demande d'un centre doit être démontré et constitue une exigence minimale pour effectuer une demande.

- La Commission sur le jeu est autorisée à enquêter sur la viabilité du candidat à la licence de jeux, notamment la physionomie et stabilité financière, et fixe les critères pour accorder des licences aux personnes et entreprises employées ou faisant des affaires avec le centre de villégiature.
- Les centres de villégiature autour des jeux et toutes les industries de service associées seront strictement et entièrement réglementées par la commission sur le jeu. L'âge minimum pour jouer aux jeux d'argent dans les centres sera de 21 ans, et il sera interdit de fumer dans les quatre centres de villégiature autour des jeux.

Toutes les localités bénéficieront d'une augmentation de l'aide à l'éducation

- 10 % des recettes fiscales de l'Etat seront distribuées à parts égales entre la municipalité et le comté d'accueil. 10% des recettes fiscales de l'État iront aux autres comtés de la région où se trouve le centre de villégiature afin de fournir une aide en matière d'impôts ou d'éducation. 80 % des recettes fiscales de l'État seront employées dans l'ensemble de l'État à l'éducation primaire et secondaire ou à l'aide sur les impôts fonciers. L'aide à l'éducation sera cumulative et ne comptera pas dans la formule sur l'éducation existant déjà dans l'État.
- Si le référendum sur le jeu est adopté, 10 % du revenu net sur le jeu retenu par l'État auprès des établissements de jeu indiens seront distribués dans les comtés des zones d'exclusivité, qui ne reçoivent pas une part des revenus d'exclusivité d'une autre manière.

Traiter l'addiction aux jeux d'argent et la tricherie :

- Des fonds pour l'addiction au jeu seront ajoutés par l'imposition de frais annuels de 500 \$ sur toutes les machines à sous et tables de jeu. Les centres de villégiature autour des jeux devront développer des programmes sur l'addiction au jeu et une partie de la décision sur l'emplacement des centres sera déterminée par la qualité d'un tel programme. Tous les centres de villégiature autour des jeux seront tenus d'avoir des politiques d'exclusion, et la loi contient des dispositions pour que les joueurs s'excluent eux-mêmes des centres.
- De nouvelles catégories de mesures législatives sur les crimes spécifiques au jeu seront ajoutées pour empêcher la tricherie dans les centres de villégiature autour des jeux. Les cafés de jeux de loterie en ligne sont spécifiquement criminalisés.

Empêcher la corruption :

- Un poste d'inspecteur général d'État sur le jeu est autorisé pour éviter la corruption au sein de la commission sur le jeu.

Accords avec les casinos indiens :

- L'exclusivité des zones des casinos indiens est confirmée.

Loterie vidéo :

- La législation autorise les OTB Nassau et Suffolk à créer chacun un établissement de loterie vidéo sur un site OTB avec un maximum de 1 000 machines dans chaque site.
- Dans le cas où un référendum sur le jeu ne serait pas adopté, la Commission sur le jeu est autorisée à décider de l'emplacement de quatre établissements de loterie vidéo de manière compétitive, un par région, dans le District de la Capitale, la Moitié Sud Est, Catskills, et le Comté Nassau, sur la base des critères de génération de revenus et de développement économique. D'autres établissements de loterie vidéo dans l'Etat de New York garantiront de nouveaux financements pour une aide à l'éducation.

Pour consulter le projet de loi, visiter : [part 1](#), [part 2](#), et [part 3](#) (résumé [here](#)).

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur www.governor.ny.gov
Etat de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418